

6 Société et Culture

Refonte du Code de sécurité sociale

Pour une couverture sociale plus étendue



Le 1er vice-Premier ministre, Paul Biyoghé Mba (micro) ouvrant, hier, les assises de la refonte du code de sécurité sociale. Photo de droite : Une vue de l'assistance, dont quelques membres du gouvernement

Christian KOUIGA

Libreville/Gabon

En présence de plusieurs membres du gouvernement, dont ses deux ministres déléguées, Célestine Oguewa Bâ et Marie-Françoise Dikoumba, le 1er vice-Premier ministre, ministre de la Santé, de la Prévoyance sociale et de la Solidarité nationale, Paul Biyoghé Mba a ouvert, hier, à la Chambre de commerce, les travaux de refonte du Code de sécurité sociale, vieux de 40 ans, pour un nouveau "Code de protection sociale".

UNE commission a été mise en place pour réfléchir et engager les réformes nécessaires à l'amélioration et à la modernisation de cet outil social, devenu obsolète. Elle regroupe les travailleurs et

les employeurs (qui cotisent), les représentants des Caisses qui gèrent les régimes sociaux, et l'État qui édicte les politiques en la matière, régente et garantit la pérennité de l'ensemble. En quatre décennies, le Gabon a vu sa population croître. Cependant, le Code de sécurité sociale, codifié par la loi du 25 novembre 1975 et un ensemble de textes épars, qui créaient à la fois notre régime de sécurité sociale et la Caisse nationale de sécurité sociale, n'a pas connu de révision. La commission va donc s'atteler à revisiter, de fond en comble, tous les textes qui régissent tant la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), la Caisse nationale d'assurance maladie et garantie sociale (CNAMGS) que le Fonds national d'aide sociale (FNAS) et la Caisse des pensions et des prestations familiales des fonctionnaires (CPPF). Le principe directeur est de

les harmoniser en un seul Code qui aura, entre autres avantages, une adaptation appropriée susceptible de régler, dans le temps, les problèmes et autres difficultés qui ne manqueront pas, a reconnu le vice-Premier ministre, Paul Biyoghé Mba, de survenir à l'avenir dans la mise en place de cette politique sociale que les plus hautes autorités souhaitent plus étendue. Justement, c'est pour l'adapter à l'évolution du temps et au programme de transformation sociale retenu, que le gouvernement, via le ministère de la Santé, a jugé impérieux de revoir l'actuel Code social, devenu anachronique. Il est donc attendu du nouveau "Code de protection sociale", qui sortira des présentes assises, qu'il ait un champ d'application plus large devant couvrir, non seulement les salariés des secteurs structurés et non structurés, mais aussi l'ensemble des populations né-

cessitant une aide sociale à court, moyen et long termes. « C'est en cela qu'il me paraît opportun de partir du Code de sécurité sociale, qui a une connotation assurancière liée à la seule contribution des adhérents, vers un Code de protection sociale qui couvre autant les régimes contributifs que non contributifs », a souligné Paul Biyoghé Mba. Il n'a pas manqué de préciser que la réforme enclenchée entre dans la droite ligne de l'axe 9 du projet de société "L'Avenir en confiance" du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, donnant des orientations précises, pour que le Gabon soit doté d'un système de protection sociale touchant tous les compartiments de la vie : allocations familiales, pensions de vieillesse, couverture des accidents de travail et de maladies professionnelles, pensions d'invalidité de survivants, etc.

Lutte contre les cancers féminins/Clôture de la 2e édition d'Octobre rose" Plus de 8 500 dépistées contre 5 680 l'an dernier

F.S.L.

Libreville/Gabon

Orientée sur la détection précoce des cancers du sein et du col de l'utérus, cette campagne a été étendue cette année à trois autres provinces (Haut-Ogooué, Ogooué-Maritime et Woleu-Ntem).

C'EST terminé, depuis vendredi dernier, pour "Octobre rose, édition 2015". Dédiée à la détection précoce des cancers féminins (du sein et du col de l'utérus, notamment), cette campagne, mise en œuvre au Gabon par la Fondation Sylvia Bongo Ondimba pour la famille (FSBO) pour la deuxième année consécutive, s'est

étendue, cette fois-ci, à trois autres provinces : le Haut-Ogooué, l'Ogooué-Maritime et le Woleu-Ntem. Démarré le 1er octobre dans l'Estuaire, la campagne a connu un moment palpitant, avec l'implication personnelle de Sylvia Bongo Ondimba, première dame du Gabon, dans l'étape de l'Ogooué-Maritime, les 14 et 15 octobre derniers. En se rendant sur le terrain à cette occasion, l'épouse du chef de l'État avait souhaité féliciter et encourager le personnel de santé, et inciter en même temps les femmes à se faire dépister. De leur côté, les équipes de bénévoles de la FSBO étaient à pied d'œuvre, partout, pour parler du cancer, informer, mobiliser et surtout convaincre les femmes à faire le dépistage. Le résultat de ce travail



Cérémonie de clôture en présence du Dr Hélène Ona Ondo, et de Simone Mensah, vice-présidente de la FSBO

d'ensemble a conduit plus de 8 500 d'entre elles à subir les opérations de détection précoce, contre 5 680 l'an dernier. Soit 5 534 dans l'Estuaire, 676 dans l'Ogooué-Maritime, 1 390 dans le Haut-Ogooué, 490 dans le Woleu-Ntem, et 254 à Lambaréné. Globalement, 116 femmes ont été référées vers l'Institut de cancérologie de Libreville pour un diagnostic du sein, et 347 autres pour le col de l'utérus. Toutefois, ces résultats restent partiels, signale-t-on du côté de la FSBO, car de nombreuses structures n'ont pas encore fourni l'ensemble des données. « Cette grande mobilisation d'octobre rose, nous l'avons fortement ressentie, non seulement au niveau des structures de santé, mais également dans les sociétés publiques ou privées. (...) Des entreprises nous ont accom-

pagnés, en finançant certaines activités de la campagne, en sensibilisant leur personnel féminin, en organisant des dépistages en groupe. Il est même arrivé que certaines structures de santé organisent spontanément, sans l'intervention de la Fondation, des activités de dépistage à Lambaréné, à Libreville...comme ce fut le cas (du service de santé militaire) au centre de santé de Baraka», a souligné Simone Mensah, vice-présidente de la FSBO, au cours de la cérémonie de clôture et de restitution des résultats, vendredi dernier, au Centre hospitalier universitaire d'Angondjé. "Octobre rose" s'est donc achevé, mais l'élan né de cette campagne se poursuit avec la détection précoce, qui se déroule en continu dans toutes les unités de dépistage au sein des centres de santé.



L'assistance, majoritairement composée de personnel médical

Piéton

Mortelle "Défance" !



L'orthographe française, que de crimes commis en ton nom! Sur des pancartes, des enseignes, chacun y va de sa science. C'est le cas de celui qui a conçu cette interdiction : "Défance duriner"! Pitié, que les écoliers ferment leurs yeux, et ne les rouvrent qu'une fois ce panneau franchi.

Danger à Awendjé



Tant qu'elle n'a pas fait de victimes, cette élévation de terre prête à s'effondrer au quartier Awendjé ne semble attirer l'attention de personne. Pas plus les propriétaires de la concession au-dessus, que les autorités n'ont l'air de voir le danger permanent qui guette les passants. Pour autant, nul n'est sans ignorer que les éboulements de terrain à Libreville sont légion et ont endeuillé plusieurs familles au cours de ces dernières années. Pourquoi toujours attendre qu'un accident survienne pour réagir ?

Par P.M.M

